

Mobilisé·es pour un budget social

Après la chute annoncée du gouvernement Bayrou le 8 septembre, Sébastien Lecornu vient d'être nommé 1^{er} ministre. Ce choix d'un proche d'Emmanuel Macron est l'assurance de la continuité de la politique menée depuis le début de l'ère macronniste malgré son rejet par la majorité des français et à la veille d'une journée de mobilisation contre l'austérité, la casse sociale et les injustices fiscales. Journée qui a été un succès malgré toutes les tentatives d'intimidation.

Le 15 juillet dernier, F. Bayrou, alors 1^{er} ministre, a annoncé les mesures que son gouvernement entendait prendre pour économiser 43,8 milliards d'euros dans le budget 2026 par réduction des dépenses publiques et des budgets sociaux.

La liste des mesures envisagées, d'une violence inouïe contre la population laborieuse, en particulier contre les retraité·es, n'évoque jamais les 211 milliards d'aide publiques aux entreprises sans contrepartie ni les 100 milliards de dividendes records versés aux actionnaires en 2024.

Citons la suppression de deux jours fériés, des coupes dans les services publics, la remise en cause du droit du travail, une énième réforme de l'assurance chômage, le gel des prestations sociales et celui des salaires des fonctionnaires comme des contractuel·les, la désindexation des pensions de retraites, le doublement des franchises médicales, la remise en cause de la 5^{ème} semaine de congés payés... Une fois de plus, le choix est de faire payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les retraité·es, les malades.

Il faut s'opposer à cette casse sociale et continuer à se battre pour une autre politique fiscale, permettant d'augmenter les ressources de l'État et des collectivités territoriales.

L'été n'a d'ailleurs pas connu de trêve dans les mobilisations citoyennes et syndicales : pétition contre la loi Duplomb, réaction intersyndicale immédiate de rejet unanime aux annonces budgétaires avec le lancement de la campagne et la pétition STOP BAYROU, manifestations pour la défense de la protection sociale (voir page 3)...

Avec l'intersyndicale (CFDT, CGT, CGT-FO, CFE-CCL, CFTC, UNSA, FSU, SOLIDAIRES), la FSU a appelé les personnels à s'engager dans la construction de la grève dans le cadre de la **journée de mobilisation et de grève intersyndicales du 18 septembre**.

→ Communiqué FSU du 29 août : <https://fsu.fr/mobilise-es-pour-un-tout-autre-budget/>

Le Groupe des 9 organisations de retraité·es appelle à se mobiliser massivement pour **faire du 18 septembre une étape permettant de construire ensemble une riposte** à la hauteur des attaques que subit la population en particulier les retraitées Voir communiqué page 4.

Rendez vous dans la rue le 18 septembre, et tout au long de ce trimestre pour s'informer, débattre, se cultiver voir page 2.

Fabienne Bellin et Anne-Marie Roussel

Co secrétaires retraité·es SNES-FSU Versailles

Le 11 septembre 2025



Manifestation intersyndicale Evry 10 septembre 2025

p.1 : Edito	Sommaire
p.2 : S'informer, débattre, se cultiver	
p.3 : Protection sociale, santé, pouvoir d'achat	
p.4 : CP Groupe des 9	

S'informer, débattre, se cultiver

Assemblée générale des syndiqué·es SNES Versailles

Vendredi 21 novembre 2025

Lycée Gabriel Fauré, 81 avenue de Choisy, Paris 13ème
9h30-17h

Cette année, les trois sections académiques de retraité·es Paris, Créteil et Versailles organisent leur assemblée générale en commun. La matinée sera consacrée à l'actualité syndicale et l'après midi à une présentation et un échange sur la Protection Sociale Complémentaire : analyse de cette mesure et des régressions qu'elle recèle, quelles conséquences concrètes à très court terme maintenant pour les retraité·es.

Stage Sécurité sociale , Protection sociale

Jeudi 4 décembre 2025

Au S3, Arcueil, 3 rue Gouyon du Verger

Alors que notre système de protection sociale est attaqué de toutes parts, que son financement est au centre des débats publics, en rappeler l'histoire et les fondements, lutter pour son rétablissement et son amélioration, pour un modèle plus progressiste, est une nécessité et une urgence.

Actif·ves et retraité·es, nous sommes toutes et tous concerné·es.

Ce stage s'adresse à toutes et tous les syndiqué·es, retraité·es comme actif·ves pour se donner les moyens de convaincre largement que défendre et renforcer la « Sécu » est un objectif atteignable.

Le programme détaillé et les modalités pratiques seront précisés en temps voulu sur notre site , par mail et dans nos publications.

Balade dans le Paris de la Révolution française

Lundi 13 octobre 2025

Didier Rambault, jeune retraité du SNES 95 nous fera (re)découvrir des lieux emblématiques de la Révolution française avec son regard et ses commentaires de professeur d'histoire. Un parcours d'une durée de 4h et 6 km.

Rendez-vous 10 h 00 : métro Cité.

La Conciergerie, point de départ des charrettes des condamné·es ; Pont au change puis place du Châtelet (les massacres de septembre 92) ; quai de la Mégisserie ; rue de la monnaie puis rue St Honoré. Place de la Croix-du-Trahoir, la pharmacie du 115 (Fersen y achetait de l'encre sympathique...) ; couvent de l'Oratoire (club révolutionnaire) ; le 149 (enseigne du *Grand-Mogol*, qui n'existe plus) et découverte des galeries du palais-royal (Philippe-Egalité, Curtius, Camille Desmoulins, assassinat de Saint-Fargeau...).

Pause repas dans un restaurant du coin ...12 h-14 h

Reprise Rue Saint Honoré 14 h-16 h : Eglise Saint-Roch (13 vendémiaire an IV et Bonaparte), puis incursion dans le couvent des Jacobins (Robespierre) ; passage par la Place Vendôme (présence d'un mètre étalon); retour sur Rue Saint Honoré (couvent des feuillants ; appartement de Robespierre; celui de Siéyès) ; passage par terrasse des feuillants (jardins des Tuileries et emplacement de la salle des manège et château des Tuileries).

Arrivée place la Concorde (de la Révolution) : guillotine...puis dispersion !

Modalités pratiques : 25 participant.es au maximum

Repas en commun pour celles et ceux qui le désirent.

Possibilité de s'inscrire avec une autre personne.

Prise en charge financière par le SNES pour les syndiqué·es de 10€ pour le repas

Bulletin d'inscription à renvoyer à Fabienne BELLIN, 13 rue du Général Pershing, esc D, 78000 Versailles ou par mail à : fabienne.bellin@snes.edu

NOM..... Prénom.....

Nombre de personnes

Adresse.....

.....

Téléphone :

Mail :

Pour plus de renseignements concernant cette sortie ne pas hésiter à contacter : fabienne.bellin@snes.edu

Si, selon ses dires, F. Bayrou n'est pas parti en vacances, les retraité-es sont resté-es vigilant-es pendant cette période estivale. Après le discours du premier ministre le 15 juillet où les retraité-es ont été particulièrement ciblé-es et la protection sociale de nouveau attaquée, une pétition intersyndicale « Budget : les sacrifices pour le monde du travail ça suffit ! » a été mise en ligne et largement diffusée. En région parisienne, des manifestations ont eu lieu pour défendre la Sécurité sociale et ses principes.

Le 28 août un rassemblement militant s'est tenu devant la Caisse Régionale d'Assurance Maladie Ile de France (CRAMIF) à Paris pour envoyer un signal syndical après ces annonces budgétaires scandaleuses. L'objectif était également d'apporter un soutien aux personnels du centre de santé Stalingrad, menacé par un plan de restriction budgétaire qui se traduira par la suppression d'un tiers des postes et la disparition de plusieurs services alors même que le centre de Santé Réaumur a fermé son centre de radiologie. Ces centres pluridisciplinaires gérés par la CRAMIF et la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) proposent aux assurés des soins sans avance d'argent.

C'est hélas pour les mêmes raisons que **le 3 septembre** a eu lieu un rassemblement à côté du ministère de la santé pour **sauver l'Institut Mutualiste Montsouris (IMM)** pendant qu'une délégation y était reçue.

L'IMM a été créé par plusieurs mutuelles de la fonction publique pour être un pôle d'excellence médicale, à but non lucratif, accessible à tous sans dépassement d'honoraire. L'instauration de la tarification à l'acte a grevé les comptes et, l'Etat refusant de compenser la dette immobilière, son remboursement est devenu impossible. En 2023, les mutuelles dont la MGEN ont annoncé quitter l'IMM pour se concentrer sur « l'assurantiel » et les complémentaires santé.

Par la suite, le ministère de la santé et l'ARS ont supprimé le versement de différentes subventions indispensables à l'équilibre de l'IMM qui a ainsi été mis en cessa-



tion de paiement et placé sous tutelle. Diverses solutions de reprise ont été envisagées : la fondation de l'hôpital St Joseph, le groupement Foch-Curie, lui-même Espic (établissement privé à but non lucratif), des financements privés, en particulier Kauffmann et Bodkie. Si la 2^{ème} solution a la préférence de l'IMM (médecins et intersyndicale), des élus mobilisés et du collectif, le ministre lorgne sur la 3^{ème}...

La décision du tribunal de commerce est reportée en Novembre.

L'IMM doit vivre. Signez la pétition

<https://www.change.org/p/sauver-l-institut-mutualiste-montsouris>



Solidarité intergénérationnelle et pouvoir d'achat : témoignez !

Un focus INSEE publié en 2024 (portant sur 2017) soulignait que la moitié des retraité-es aidaient financièrement d'autres membres de leur famille, enfants et petits-enfants. Selon un sondage récent (Opinion Way dec 2024) ce sont aujourd'hui les deux tiers des personnes retraitées qui apportent un soutien. Aides au logement, aux activités et loisirs, versements mensuels..., face à un pouvoir d'achat souvent dégradé, l'entraide familiale est plus que jamais vécue comme nécessaire et incontournable, mais plus difficile.

Les "boomers" ne sont pas tous des nantis, loin de là, et tailler dans leur pouvoir d'achat n'aiderait en rien la société, mais impacterait au contraire encore plus les jeunes et les plus fragiles, ainsi que les nombreuses associations que les retraité-es soutiennent, voire font vivre.

Pour développer ce sujet dans une prochaine publication, envoyez-nous vos témoignages (quel soutien financier menacé pour vos proches et vos activités), afin d'illustrer nos propos.

Adresses : enretraite@versailles.snes.edu ou courrier 3 rue Gouyon du Verger 94112 Arcueil Cedex



Communiqué

Le 15 juillet dernier, le 1^{er} ministre, M. Bayrou, avait annoncé les mesures que son gouvernement entendait prendre pour économiser 43,8 milliards d'euros dans le budget 2026 par réduction des dépenses publiques et des budgets sociaux.

Aujourd'hui, face à la montée de la colère, il annonce qu'il va demander au parlement un vote de confiance pour mettre en œuvre, malgré tout, ses mesures qui, pour l'essentiel, auront des conséquences négatives pour la population laborieuse, en particulier pour les retraités, sans jamais évoquer les 211 milliards d'aide publiques aux entreprises sans contrepartie ni les 100 milliards de dividendes records versés aux actionnaires en 2024.

Il prévoit en effet pour les retraités·es :

- Une « année blanche » et le gel des pensions.
- La suppression de l'abattement fiscal de 10 %, remplacé par une déduction fixe de 2 000 € pour le calcul de l'impôt sur le revenu.
- Le blocage des barèmes, ce qui augmenterait l'impôt sur le revenu, la CSG, en particulier des plus bas revenus. Des personnes non imposables le deviendraient et perdraient des prestations sociales.
- Le gel de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) pour les plus démunis.
- La remise en cause partielle des ALD et le doublement du plafond des franchises médicales qui passeraient de 50 à 100 €, qui touchent en majorité les personnes âgées.

Autant de mesures dont les premières victimes seront les retraité·es à commencer par les plus fragiles. La publication de la DREES de juillet 2025 sur la question de la retraite démontre d'ailleurs une baisse du montant des pensions et du niveau de vie des retraité·es à la fin 2023. De plus, la DREES expose que le nombre de retraités bénéficiaires du minimum vieillesse (ASPA) augmente de 4,6 % en 2023 pour atteindre 723 000 personnes, sachant que le montant de ce minimum ne permet pas à lui tout seul de dépasser le seuil de pauvreté (pour une personne seule, le seuil de pauvreté en 2025 était de 1 216 € et le montant de l'ASPA de 1034,28 €).

Les organisations soussignées n'accepteront pas non plus les mesures envisagées par certains comme :

De nouvelles exonérations de cotisations sociales et l'instauration d'une TVA dite abusivement « sociale ».

Des régressions des droits familiaux et conjugaux (pensions de réversion).

Les organisations soussignées invitent toutes et tous les retraité·es à signer la pétition lancée par l'intersyndicale nationale et qui a déjà recueilli plus de 350 000 signatures,

Elles les invitent à répondre massivement aux initiatives syndicales visant à faire échec au plan de MM MACRON et BAYROU dès maintenant.

Le 18 septembre, à l'appel de toutes les confédérations, mobilisons-nous massivement pour en faire une étape permettant de construire ensemble une riposte à la hauteur des attaques que subit la population.

Pleinement inscrits dans le mouvement social, les organisations soussignées maintiennent le principe d'une mobilisation spécifique retraités.

Paris le 3/09/2025

Cathy Cau (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)

Paul Barbier (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Laurence Naudin (UNAR-CFTC, 45 rue de la Procession, 75015 Paris)

Yvon Le Goffic (UNIRetraités CFE-CGC, 59 rue du Rocher 75008 PARIS)

Marie-Laurence Moros (FSU, 22 rue de la Malmaison 93 170 Bagnolet)

Christian Mahieux (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)

Jacques Brillet (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

Roger Perret (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)

Bernard Serra (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)

<https://www.change.org/p/budget-les-sacrifices-pour-le-monde-du-travail-ça-suffit>